

## LA LIBERTE D'ASSOCIATION

Le phénomène associatif est fort développé en France, où l'on compte à ce jour près de 800 000 associations. Le mouvement est également vivace puisqu'il en naît près de 50 000 chaque année (il en meurt d'ailleurs environ le même nombre)<sup>1</sup>. Il en existe dans l'ensemble des secteurs de la vie. Ces associations sont encore très diverses selon leur taille. Si le secteur associatif emploie près d'un million de salariés, environ 750 000 associations ne disposent d'aucun salarié (85%). De plus, les 2/3 des associations disposent d'un budget inférieur à 7500 €, seules 40 000 d'entre elles ayant un budget supérieur à 75 000 €.

Les associations en France se caractérisent par une liberté fondamentale qui leur est attachée : la liberté d'association. La reconnaissance de cette liberté et le droit qui régit les associations sont le fruit d'une évolution législative lente et laborieuse.

A la lumière de cette simple constatation, on remarque que l'association et la liberté d'association sont intimement liées. Il n'est donc pas possible d'étudier la liberté d'association sans étudier au préalable la notion d'association, qui en est le support.

L'étude de la liberté d'association suppose d'abord de présenter la liberté d'association d'une manière générale (I), puis d'envisager les différents aspects que la liberté d'association recouvre (II) et les limites qui sont apportées à cette liberté (III).

### I- Présentation de la liberté d'association

La liberté d'association nécessite, pour être bien comprise, de revenir sur sa naissance et sa reconnaissance (A), puis nous verrons comment elle est appréhendée par la Cour de cassation (B) et sur la scène internationale (C).

#### A/ La naissance et la reconnaissance de la liberté d'association

La liberté d'association est une conquête historique récente ignorée dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Elle apparaît dans le décret des 13 et 14 novembre 1790, pour être mise à mal dès 1791 par plusieurs textes post-révolutionnaires : les décrets d'Allarde interdisent les corporations et jurandes ; les lois Le Chapelier des 14 et 17 juin 1791 interdisent aux individus de se grouper pour la défense de leurs « prétendus intérêts communs ». En effet, au nom de la liberté individuelle, les révolutionnaires refusèrent la liberté d'association, par peur que ces groupements ne portent atteinte à l'Etat ou à l'intérêt général.

Puis les articles 291 à 294 du Code criminel de 1810 instaurèrent le « délit d'association », prévoyant qu'aucune association de plus de vingt membres ne pouvait se former sans l'autorisation des pouvoirs publics accordés discrétionnairement donc sans le moindre contrôle juridictionnel (« sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique »). La Constitution de 1848 reconnut la liberté d'association assortie d'un contrôle juridictionnel mais les tribunaux répressifs nièrent toute portée pratique à ce texte.

A la suite de la **loi du 21 mars 1884** reconnaissant la liberté syndicale, la **loi du 1er juillet 1901** abrogea les dispositions 291 et suivantes du Code pénal et affirma la liberté d'association. **C'est donc seulement le 1<sup>er</sup> juillet 1901, soit plus de trois siècles après l'Angleterre, que le contrat d'association entre dans le droit positif français, avec l'adoption du projet de loi Waldeck-Rousseau.**

<sup>1</sup> (F. Lemeunier, Associations, Paris, Encyclopédie Delmas, 1994)

Le 1er juillet 1901, en effet, Pierre WALDECK-ROUSSEAU fait adopter, au terme d'une longue bataille parlementaire, de vingt d'années d'atermoiements et de résistances, une loi d'une portée considérable relative au contrat d'association qui garantit une des grandes libertés républicaines.

Ainsi, tout citoyen dispose du droit de s'associer, sans autorisation préalable.

La loi "1901" fonde le droit d'association sur des bases entièrement nouvelles. Elle préserve la liberté et les droits des individus tout en permettant leur action collective.

Elle met fin au régime restrictif et d'interdiction préventive de la loi Le Chapelier, de l'article du code pénal, de la loi de 1854. Elle ne restaure rien du droit corporatif d'antan et fonde le droit d'association sur les principes issus de la révolution de 1789 : primauté de l'individu, de ses droits et de sa liberté, liberté d'adhérer ou de sortir d'une association, limitation de l'objet de l'association à un objet défini, égalité des membres d'une association, administration de l'association par libre délibération de ses membres. La loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août de la même année constituent les deux textes fondamentaux sur lesquels repose le fonctionnement des associations.

L'article 1er de la loi du 1er Juillet 1901 définit ce qu'est l'association : *" l'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente- leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices..."*. Dès le premier article de cette loi, le législateur fait connaître sa volonté d'inscrire le régime juridique des associations dans l'esprit et les principes de droit commun des contrats régi par le code civil. Ce cadre de droit commun réglera au-delà des seuls vingt et un articles que comprend la loi du 1er Juillet 1901, la constitution, le fonctionnement et la dissolution de l'association.

A travers cette définition, le législateur a laissé une grande liberté dans l'objet et le but que peuvent poursuivre les individus qui s'associent à ce contrat.

On déduit de ce texte, qu'il est possible qu'une association puisse réaliser des bénéfices et exercer une activité économique, mais elle ne peut distribuer ses bénéfices de quelque manière que ce soit, si elle le faisait, elle prendrait le risque de se voir requalifiée en société. L'association est l'expression d'une liberté publique.

En France, elle est une liberté à valeur constitutionnelle. En effet, l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 prévoit que *"...les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation, ni déclaration préalable..."*. La constitutionnalisation de cette liberté date de la décision du Conseil constitutionnel du 16 juillet 1971 qui lui reconnaît le statut de Principe Fondamental Reconnu par les Lois de la République (PFRLR). Les PFRLR sont des principes de valeur constitutionnelle dégagés par le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat. Ainsi, le Conseil constitutionnel, dans cette décision affirme que " ... Considérant qu'au nombre des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République et solennellement réaffirmés par le préambule de la Constitution il y a lieu de ranger le principe de la liberté d'association ; que ce principe est à la base des dispositions générales de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association... ". Pour mémoire, par cette décision, le Conseil constitutionnel a annulé une disposition législative qui prévoyait de soumettre à autorisation préalable de l'autorité administrative la création de certaines associations.

#### B/ La liberté d'association au sein de la jurisprudence de la Cour de cassation

La Cour de cassation a eu à connaître de contentieux mettant en jeu la liberté d'association. La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 a fait une entrée discrète et lente dans la jurisprudence de la Cour de cassation. Sur les vingt premières années d'application de la loi, le bulletin ne

contient qu'un seul arrêt, du 4 mars 1913, d'ailleurs d'un grand intérêt pour l'époque, tant la solution paraît aujourd'hui évidente, puisqu'il énonce qu'« il est loisible aux fonctionnaires de constituer des associations pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels, pourvu que le but qu'ils leur assignent soit licite ».

Les bulletins récents comportent chaque année la référence à quelques arrêts. On doit cependant prendre garde que la grande majorité d'entre eux restent en marge de l'application de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, qu'ils concernent le droit de la responsabilité, ou des litiges sociaux. Une part importante du contentieux porte sur le droit des associations à agir, autrement dit la nature des actions qu'elles peuvent exercer. Pour s'en tenir à la liberté d'association, ou, comme l'a dit pendant un temps la Cour de cassation, la liberté du contrat d'association, le nombre annuel de décisions qui concernent directement ce thème ne dépasse guère en moyenne l'unité. La faiblesse du contentieux soumis à la Cour de cassation en matière d'association a aussi été accentuée par le fait qu'elle reconnaît un pouvoir souverain aux juges du fond dans l'interprétation des statuts dans la mesure où sont seuls en cause des intérêts privés.

Vu de cette juridiction, le droit des associations, et spécialement ce qui touche à la liberté, apparaît ainsi être un droit paisible, ce qui, il est vrai, tient aussi pour partie à ce que, depuis une loi du 10 janvier 1936, le contentieux des associations portant atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du Gouvernement échappe au juge judiciaire.

Il connaît, semble-t-il, un regain d'actualité jurisprudentielle, qui est dû pour partie à la pratique qui est aujourd'hui faite de l'association. La liberté d'association s'insère naturellement dans un ensemble, celui des libertés publiques, dont elle constitue un élément essentiel parce qu'elle complète chacune d'elles et qu'elle en est même souvent la condition, qu'il s'agisse spécialement de la liberté de pensée ou de la liberté de groupement. Elle est ainsi profondément imprégnée de droit public, elle participe des droits de l'homme. Mais, parallèlement, aujourd'hui, l'association a pris aussi une place en tant que simple technique contractuelle dans les rapports de droit privé, notamment en droit des affaires.

Ainsi, le relatif développement récent de la jurisprudence permet-il aujourd'hui de dégager des axes de force qui reposent sur deux principes : la liberté d'association implique, d'abord, ce qui relève d'ailleurs de l'évidence, celle de s'associer ; mais lui est aussi inhérente la liberté de ne pas s'associer.

### C/ La liberté d'association reconnue sur la scène internationale

Sur le plan international, la liberté d'association est aussi consacrée par d'autres textes de principe, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale sur les droits de l'enfant, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention américaine des droits de l'homme et d'autres textes contraignants, tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et, par référence à la liberté syndicale, dans de très nombreuses conventions de l'Organisation Internationale du Travail.

L'article 11 de la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales affirme que :

*« 1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.*

*2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le*

*présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat. »*

Ainsi, le législateur ordinaire, et a fortiori le pouvoir réglementaire, ne peuvent limiter l'exercice de cette liberté fondamentale notamment en instituant un contrôle préalable.

Il faut maintenant étudier quels sont les droits et libertés qui composent la liberté d'association.

## II – La liberté d'association, une liberté fondamentale qui met en jeu divers droits

Les instruments régionaux et internationaux protègent certains droits fondamentaux relatifs aux libertés d'association et de réunion.

En effet, la liberté d'association est composée de plusieurs droits et libertés, qui peuvent être négatifs comme positifs à l'égard de la personne désirant mettre en œuvre sa liberté d'association. Ainsi, la liberté d'association recouvre diverses composantes.

### A/ La liberté de constituer une association

La liberté d'association ne connaît d'autres limites que la licéité de l'objet de l'association, et la constitution n'obéit à aucune forme précise : à l'inverse des sociétés commerciales, encadrées dans des conditions de formation strictes, l'association se constitue librement : elle ne doit faire l'objet d'aucune déclaration préalable (CC, déc.n°71-44 DC, *Liberté d'association*, 16 juillet 1971, RJC, p.I-24). Ce n'est que si elle désire acquérir la personnalité juridique que l'association doit faire l'objet d'une déclaration, qui ne s'impose donc que si l'association entend acquérir des biens propres, embaucher du personnel, ester en justice, etc. Elle n'est toutefois pas une condition de l'existence de l'association, et selon l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme, même dans le cas où les autorités refusent d'enregistrer une association, rien n'empêche celle-ci de poursuivre son activité.

Néanmoins, il est intéressant de signaler le cas particulier des *départements d'Alsace-Moselle*, lesquels ne sont pas régis par la loi de 1901, en raison de leur annexion par l'Allemagne à l'époque du vote de cette loi, mais qui relèvent du droit local. L'article 21 du Code civil local prévoit, en effet, un régime d'autorisation préalable des associations par une inscription au registre des associations du tribunal d'instance compétent. Celui-ci vérifie la légalité des statuts et du but poursuivi par l'association. Bien qu'un tel régime apparaisse contraire à la décision du Conseil Constitutionnel, le Conseil d'Etat a estimé que le droit local assurait effectivement la liberté d'association et de façon différente que sur le reste du territoire mais cependant en conformité avec la Constitution. (CE, 25 juin 1980, *Ministre de l'Intérieur c/ Eglise évangéliste baptiste*, AJDA 1981-206).

### B/ La liberté d'adhérer à une association

En principe, toute personne est libre d'adhérer à une association. Toutefois, le caractère contractuel de celle-ci permet de prévoir dans les statuts des conditions d'adhésion spécifiques, édictées par l'association elle-même de façon autonome. Elles résultent le plus souvent de conditions nées de la conjonction de l'objet de l'association et de la qualité du candidat à l'adhésion (seul un juriste peut adhérer à une association de juristes, seule une victime peut adhérer à une association de victimes). En outre, en raison d'un statut dérogatoire au droit commun, certaines personnes peuvent se voir interdire l'accès à certaines associations (militaires, membres du corps préfectoral, policiers et gendarmes ne peuvent être

membres d'associations à caractère politique ou syndical, mais leur statut ne leur interdit pas l'accès à des associations autres). C'est d'ailleurs ce que prévoit la dernière phrase de l'article 11 de la CESDH, même si, en principe, nul ne peut être écarté de l'accès à une association pour des motifs discriminatoires. La loi du 9 octobre 1981 a reconnu aux étrangers le droit de s'associer au même titre que les ressortissants français.

L'arrêt de la 1<sup>ère</sup> chambre civile du 7 avril 1987 (Bull. civ. I n°119) prévoit que l'association est libre de refuser, sur le fondement de la liberté contractuelle, un candidat à l'adhésion sans avoir à donner de motif. La notion de liberté est sous-jacente aux décisions de la Cour de cassation, laquelle veille à ce que les juges du fond n'y portent pas atteinte, et sait l'invoquer quand il y a lieu. Mais cette juridiction est surtout appelée à se prononcer au regard du droit du contrat qu'est l'association. L'affirmation publiciste de l'existence d'une liberté, ayant valeur constitutionnelle, trouve naturellement, dans la jurisprudence de la Cour de cassation, l'écho et le renfort de la liberté des conventions, comme l'a affirmé de façon particulièrement nette cet arrêt du 7 avril 1987 : « le contrat d'association est un contrat de droit privé soumis, sauf restriction prévue par la loi ou fixée par les statuts eux-mêmes, au principe de la liberté contractuelle ».

Celle-ci se traduit concrètement de deux façons, selon que l'on envisage le groupement, ou les membres.

Pour le groupement, la liberté revêt elle-même un double aspect. : il s'agit, d'abord, de la liberté d'exister, et, ensuite, de la liberté de vivre.

La liberté d'exister est seulement limitée par le contrôle que la Cour de cassation s'est reconnue le pouvoir d'exercer sur les conditions de validité du contrat. Mais ce contrôle n'a rien de particulier au regard du droit commun des contrats, puisque c'est là une règle générale. Aux termes de l'article 3 de la loi de 1901, on le sait, « *toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs... est nulle et de nul effet* ». C'est sur la licéité et la conformité aux bonnes mœurs de la cause ou de l'objet que la Cour de cassation est périodiquement appelée à se prononcer.

L'objet, c'est en principe celui qui est défini dans les statuts, ce qu'a rappelé un arrêt du 3 avril 2001. Cependant, la Cour de cassation en a une vue plus large, puisqu'elle prend aussi en considération l'activité effective exercée

Pour les membres, la liberté d'association peut avoir deux sens : la liberté d'entrer dans une association, ou de celle d'y demeurer, autrement dit de ne pas être exclu.

Sur le premier point, le principe est celui de la liberté pour une association de choisir ses membres. Une association ne commet donc a priori aucune faute en refusant l'adhésion d'un candidat en fonction de ses règles statutaires. L'arrêt de référence, auquel il est généralement renvoyé par les auteurs est, curieusement, un arrêt de la Chambre civile du 14 mars 1927 aux termes duquel il a été dit que l'association pouvait soumettre l'admission de ses membres à certaines conditions. La décision est intéressante, car elle marque un contrôle de la licéité de la clause définissant les critères d'admission par la Cour de cassation.

Il se peut toutefois qu'il n'y ait dans les statuts aucune condition d'admission. Ce n'est pas à dire pour autant que toute personne peut prétendre avoir le droit d'adhérer. La question s'est posée à la Cour de cassation à propos de l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt de la 1<sup>ère</sup> Chambre civile du 7 avril 1987 précité dans lequel, au nom de la liberté contractuelle, la Cour de cassation approuve la cour d'appel d'avoir dit que « le libre choix » devait être reconnu à l'association. C'est dire que le contrat d'association est affecté d'une sorte d'affectio societatis, qui laisse les membres libres de se choisir.

Si, en l'état une association est en principe libre de choisir ses membres, la jurisprudence de la Cour de cassation est en revanche fermement établie dans le sens d'un contrôle judiciaire des exclusions. La liberté d'adhésion implique en effet celle de demeurer associé. Ce contrôle s'exerce autant sur la forme que sur le fond.

Quant à la forme, les statuts prévoient généralement une procédure d'exclusion, laquelle est la sanction extrême de l'exercice du pouvoir disciplinaire. La Cour de cassation veille à son respect. Quel que soit l'organe de l'association appelé à se prononcer, cet organe n'est pas un tribunal, ce qui explique que l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme n'ait pas à s'appliquer.

En ce qui concerne les ordres professionnels, la loi oblige souvent les membres de professions réglementées à adhérer à un ordre professionnel, chargé de l'organisation de la profession et d'assurer la discipline au sein de celle-ci. L'adhésion à ces ordres a souvent été considérée comme une atteinte à la liberté d'association en raison de son caractère obligatoire, mais si la mission de service public dont ils disposent a toujours amené le juge à écarter, en ce qui les concerne, le recours à la notion d'association. Les ordres professionnels sont des organismes créés par la loi pour des raisons d'intérêt public ou d'utilité publique. Ils ont à cette fin une véritable délégation de l'Etat pour organiser et faire fonctionner une profession ; ils bénéficient de prérogatives exorbitantes du droit commun (discipline des membres), et sont également tenus au respect du principe de spécialité puisqu'ils n'ont de compétence qu'en ce qui concerne cette profession (discipline, respect des intérêts professionnels, publicité fonctionnelle, etc.). Parce que ces structures sont créées par la loi, elles jouissent de la personnalité morale. Dans un cas comme dans l'autre, la jurisprudence nationale et européenne considère que la liberté d'association ne s'applique pas lorsque l'organe en cause n'est pas né de la commune volonté des adhérents mais a été instauré par les pouvoirs publics (CEDH, 23 juin 1981, aff. LE COMPTE, VAN LEVEN et DE MEYERE c. Belgique, série A, n°43).

La liberté d'adhésion suppose également que celui qui souhaite devenir membre de l'association ait la capacité de contracter, condition qui pose un problème toutes les fois qu'elle a pour objet la défense d'incapables (handicapés mentaux, mineurs, etc.). La liberté d'adhésion est parfois la source d'une difficulté relative aux « membres de droit », figurant dans les statuts et qui sont soit des représentants des pouvoirs publics, soit des personnalités influentes dans la sphère d'activité de l'association.

### C/ La liberté de refuser d'adhérer à une association

Nul ne peut être contraint d'adhérer à une association. Il existe cependant des lois qui ont imposé l'adhésion obligatoire à une association. Elles apparaissent aujourd'hui contraire à la liberté d'association et celles qui subsistent devraient être réformées : notamment la loi dite Verdeille n°64-696 du 10 juillet 1964 prévoyant que les propriétaires d'unités foncières de moins de 20 hectares sont membres de droit de l'association communale de chasse agréée et qui selon la Cour européenne des droits de l'homme porte atteinte au droit de propriété et à la liberté d'association : **CEDH, 29 avr. 1999**. En 2001, la Cour de cassation confirma cette jurisprudence européenne en estimant que, hormis les cas où la loi en décide autrement, nul n'est tenu d'adhérer à une association, d'abord au sujet de colotis (l'adhésion à l'association gérant le centre sportif du lotissement figurait dans les actes d'acquisition de lots), puis au sujet de la clause d'un bail commercial obligeant le preneur à adhérer à une association de commerçants.

La CJCE avait dénoncé, dès 1983, dans le secteur économique, l'obligation de s'affilier à une association professionnelle.

Que la liberté de ne pas s'associer soit un aspect essentiel de la liberté d'association apparaît d'autant plus évident que tout groupement peut aisément avoir un aspect

contraignant, voire oppressif. A envisager les dérives extrêmes auxquelles peut donner lieu l'obligation d'adhérer, on est même en droit de penser que la liberté de s'y opposer est plus importante que la liberté positive d'adhérer.

#### D/ La liberté de retrait de l'association

Prévue à l'**article 4 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**, elle veut que tout membre d'une association soit libre de quitter celle-ci à tout moment. La seule condition réside dans l'accomplissement d'obligations contractées à l'égard de l'association (être à jour des cotisations...). Un siècle après l'entrée en vigueur de la loi, la Cour de cassation confirma ce principe, en jugeant que, hormis les cas où la loi en décide autrement, nul n'est tenu de demeurer membre de l'association à laquelle il a adhéré. Mais un associé peut également être exclu, à condition que les statuts prévoient les motifs d'exclusion, et l'organe chargé de la prononcer, tout en assurant le respect des droits de la défense. C'est le juge judiciaire qui assure le contrôle juridictionnel de l'exclusion.

C'est à l'occasion d'un arrêt d'Assemblée plénière du 9 février 2001 que la Cour de cassation a été conduite à rappeler, en reprenant les termes dans sa décision, la règle posée par l'article 4 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. De cette liberté de se retirer, elle a déduit que « hors les cas où la loi en décide autrement, nul n'est tenu d'adhérer à une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ou, y ayant adhéré, d'en demeurer membre ».

La liberté d'association est reconnue en qualité de liberté fondamentale, cependant, elle n'est pas absolue. En effet, comme toute autre liberté fondamentale, la liberté d'association doit être conciliée avec d'autres règles, notamment des règles spécifiques au contrat d'association.

### III – Les limites à la liberté d'association

L'exercice de la liberté d'association suppose la conclusion d'un contrat de droit privé lequel est soumis aux règles du Code civil relatives à la formation des contrats. Il suppose aussi le respect de règles plus spécifiques constituant des limites à la liberté d'association. Ces limites tiennent à l'objet de l'association, ou au refus opposé à certaines personnes.

#### A/ Les limites tenant à l'objet de l'association

Comme le précise l'**art. 3 de la loi de 1901** : « *Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement, est nulle et de nul effet* ».

La dissolution est prononcée par le tribunal de grande instance à la requête de tout intéressé ou du ministère public. Les notions de licéité, d'ordre public, de bonnes mœurs sont difficiles à déterminer et leur contenu évolue selon les époques.

Une loi du 10 janv. 1936 a édicté d'autres interdictions après la loi de 1901. Elle a ainsi interdit les associations ayant pour objet de porter atteinte à l'intégrité du territoire national, ou provoquant des manifestations armées dans la rue ou ayant la forme de milices privées ou de groupes de combat. Cette loi de 1936 a été complétée par d'autres textes. L'ordonnance du 30 sept. 1944 interdit les groupements tentant de faire échec au rétablissement de la légalité républicaine. Une loi du 5 janv. 1951 classe dans cette catégorie les associations rassemblant d'anciens collaborateurs ou faisant l'apologie de la Collaboration. L'art. 9 de la loi du 1<sup>er</sup>

juill. 1972 soumet à la loi de 1936 les associations ou groupements de fait qui se livrent à la propagande raciste en provoquant à la discrimination, à la haine, la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine, de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminées ou qui propageraient des idées ou théories justifiant ou encourageant de tels comportements. Enfin l'art. 7 de la loi du 3 sept. 1986 rattache à la procédure de la loi de 1936 les associations ou groupements de fait établis en France et préparant ou se livrant à des actes de terrorisme français ou, à partir de celui-ci, à l'étranger.

#### B/ Les limites tenant à certaines personnes

Depuis la loi n°81-909 du 9 oct. 1981, les associations étrangères ayant leur siège social en France relèvent du régime de droit commun. Les étrangers doivent seulement être en situation régulière en France pour pouvoir adhérer à une association ou en diriger une. Seules les associations ayant leur siège social à l'étranger sont réputées étrangères et soumises à la législation de leur Etat. Ne sont pas considérés comme étrangers, les ressortissants et associations de l'Union européenne.

Selon l'art. 9 al. 1 de la loi du 13 juill. 1972 portant statut général des militaires, les militaires en activité de service ne peuvent adhérer à des groupements ou associations à caractère politique ou syndical dans l'intérêt supérieur du service et la nécessité du maintien de la discipline. Cette interdiction ne concerne pas les militaires servant au titre du service national, lesquels doivent seulement s'abstenir de toute activité politique ou syndicale pendant leur présence sous les drapeaux (art. 10 al. 4). Elle ne concerne pas non plus les associations autre que politiques ou syndicales auxquelles peuvent librement adhérer les militaires.